



Juillet 2015

Santé 2020: la sécurité sanitaire des aliments et la nutrition, priorités de l'agriculture et de la santé

Synergie entre secteurs : œuvrer ensemble pour de meilleurs résultats agricoles et sanitaires

Summary Synthèse

La politique Santé 2020 a été adoptée par tous les États membres de la Région européenne de l'OMS afin de relever les énormes défis que l'Europe affronte sur le plan social et sanitaire. Elle exhorte le secteur de la santé à se rapprocher des divers secteurs et parties et à poursuivre avec eux le travail d'amélioration de la santé et du bien-être de la population. Elle exhorte le secteur de la santé à se rapprocher des divers secteurs et parties et à poursuivre avec eux le travail d'amélioration de la santé et du bien-être de la population. Aujourd'hui, les maladies cardiovasculaires, le cancer, le diabète et les maladies respiratoires chroniques, ainsi que leurs facteurs de risque comportementaux, dont la mauvaise alimentation, la surcharge pondérale et l'obésité, sont responsables de la charge de morbidité et de mortalité la plus évitable en Région européenne. Nous

sommes également confrontés à l'émergence de nouveaux agents pathogènes et à la réapparition de maladies infectieuses, notamment à la résistance aux antimicrobiens. En travaillant ensemble, les secteurs de la santé et de l'agriculture peuvent veiller à la cohérence des politiques et assurer un apport en aliments sûrs et nutritifs, qui contribue non seulement à un bon état de santé et de bien-être, mais favorise aussi la bonne santé des collectivités et des économies.

Le secteur de l'agriculture peut contribuer à améliorer la santé des personnes et des collectivités:

- en travaillant de concert avec le secteur de la santé et les autres secteurs des pouvoirs publics pour veiller à ce que tous aient accès, pour un prix abordable, à des aliments sûrs et nutritifs;

- en promouvant des collectivités rurales saines et durables, notamment en étudiant le potentiel de chaînes d'approvisionnement courtes et durables et en luttant contre le manque de sécurité sur le plan alimentaire et nutritionnel;
- en assurant la cohérence des politiques dans le cadre de la production et de l'offre d'aliments et de biens essentiels pour résoudre l'une des plus grosses difficultés de l'Europe en matière de santé : les maladies non transmissibles;
- en collaborant avec le secteur de la santé dans le domaine des échanges internationaux de produits alimentaires, afin d'assurer les meilleurs résultats possibles pour les personnes et les collectivités; et
- en renforçant la prévention des maladies d'origine alimentaire et zoonotique, y compris de la résistance aux antimicrobiens.

Messages clés

Le but de Santé 2020 consiste à « améliorer de manière significative la santé et le bien-être des populations, réduire les inégalités de santé, renforcer la santé publique et mettre en place des systèmes de santé universels, équitables, durables, de qualité et axés sur la personne



1

La santé et le bien-être sont des biens publics et des atouts pour le développement humain, qui contribuent à bâtir des sociétés fortes, dynamiques et créatives.



2

La meilleure façon de garantir la santé et le bien-être est de mener une action pangouvernementale, et Santé 2020 encourage des approches pangouvernementales et pansociétales.



5

La meilleure façon de mesurer le progrès social est d'utiliser des indicateurs objectifs de santé, d'équité en santé et de bien-être, qui incluent notamment les conditions dans lesquelles les personnes naissent, vivent et travaillent.

SANTÉ 2020



4

Les pays, villes et populations sont à des stades différents, chacun est unique et pourra réaliser des objectifs communs en choisissant des voies diverses.



3

La santé et le bien-être peuvent être améliorés et les inégalités de santé peuvent être réduites si l'on mène les bonnes politiques et que l'on œuvre avec les autres secteurs.



Renforcer le lien entre santé et agriculture par la sécurité sanitaire des aliments et la nutrition

En 2012, les 53 États membres de la Région européenne ont adopté Santé 2020, le nouveau cadre politique commun de la santé en Europe, et se sont engagés à élaborer des politiques intégrées, qui incitent tous les secteurs à agir sur les déterminants économiques et sociaux de la santé et du bien-être. Ce sont les membres les plus pauvres de nos communautés qui supportent le plus lourd fardeau des maladies liées à l'alimentation, tant en termes de nutrition que de sécurité sanitaire des aliments.

Établir des liens avec le secteur de l'agriculture représente pour le secteur de la santé une occasion d'augmenter l'offre et la demande d'aliments plus sains et plus sûrs. Les politiques agricoles peuvent être utiles à cet égard, en rendant plus disponibles un éventail diversifié d'aliments et de produits alimentaires plus sains, à un prix plus abordable. En veillant à ce que des aliments aussi peu transformés que possible soient

plus facilement disponibles grâce à des modifications dans les pratiques de la chaîne de production et d'approvisionnement, on peut contribuer de manière significative à la mise en place de systèmes alimentaires durables et sains. L'établissement de liens avec le secteur de l'agriculture est également essentiel pour la prévention et la lutte contre les maladies d'origine alimentaire et zoonotique, combattues de la manière la plus économique et efficace possible lorsque l'on intervient aux premiers stades de la chaîne alimentaire. Une meilleure surveillance de ces maladies chez l'être humain revêt une importance capitale pour éclairer le secteur de l'agriculture quant à la manière d'assurer un contrôle et de prendre des mesures sur la base des risques encourus. Une collaboration entre les secteurs de la santé humaine et animale et de l'environnement est également essentielle pour lutter contre la résistance aux antimicrobiens.

Santé 2020: un cadre d'action

Le but de Santé 2020 consiste à « améliorer de manière significative la santé et le bien-être des populations, réduire les inégalités de santé, renforcer la santé publique et mettre en place des systèmes de santé universels, équitables, durables, de qualité et axés sur la personne ».

Tous les États membres de la Région européenne de l'OMS ont convenu de suivre les progrès accomplis dans la réalisation de six cibles communes :

1. Réduire la mortalité prématurée dans la Région européenne d'ici à 2020
2. Prolonger l'espérance de vie dans la Région européenne
3. Limiter le manque d'équité en matière de santé dans la Région européenne
4. Améliorer le bien-être des populations de la Région européenne
5. Assurer une couverture sanitaire universelle et jouir du plus haut niveau de santé possible
6. Définir des cibles et des buts nationaux en rapport avec la santé dans les États membres.

Ce qui permet aux sociétés de prospérer et de s'épanouir permet également aux populations de jouir d'une bonne santé, et les politiques qui en tiennent compte ont davantage d'impact. Une tâche essentielle consiste à sensibiliser et à renforcer les capacités pour que les objectifs sanitaires fassent partie du développement socioéconomique et humain d'ensemble. Tous les domaines politiques, dont la santé, doivent revoir leur mode de fonctionnement et avoir recours à de nouvelles formes et méthodes politiques. Et cela s'applique à tous les niveaux : local, national et mondial.

Synergie entre secteurs : la politique agricole comme outil au service de la santé

Renforcer le lien entre agriculture et santé par la sécurité sanitaire des aliments et la nutrition

La mauvaise alimentation, la surcharge pondérale et l'obésité sont les principaux facteurs de risque entraînant des maladies et invalidités dans la Région européenne, en particulier des maladies non transmissibles. Dans 46 des 53 pays de la Région, plus de 50 % de la population est en surcharge pondérale. Un enfant sur trois en moyenne est en surpoids ou obèse, et la population européenne remplit rarement les objectifs nutritionnels en ce qui concerne la consommation de fruits, légumes et céréales complètes, tandis qu'elle ingère trop de graisses saturées, de sel et de sucre libre. Les groupes à statut socioéconomique faible sont les plus touchés. L'agriculture, y compris les politiques de la pêche, peut contribuer à remédier à ces problèmes, en rendant plus disponible un éventail diversifié d'aliments et de produits alimentaires plus sains, à un prix plus abordable.

En veillant à ce que des aliments aussi peu transformés que possible soient plus facilement accessibles grâce à des chaînes d'approvisionnement courtes, on pourrait apporter une contribution importante à la mise en place durable de systèmes alimentaires sains et soutenir les économies locales, tout en garantissant que les politiques agricoles soient compatibles avec les objectifs globaux du développement durable et représentent un facteur de l'impact sur la santé. L'objectif est de veiller à ce que des aliments aussi peu transformés que possible, comme des fruits et des légumes, atteignent le consommateur avant de se gâter ou d'être abîmés. En même temps, d'éventuels incitants pour la production de cultures plus

saines (ex. cultures d'oléagineux plus sains, plus de fruits, de légumes et de céréales complètes) et la découverte de nouveaux marchés pour des produits plus sains et à peine transformés grâce à un soutien logistique et à des politiques d'achats publics ouvrent des possibilités pour l'agriculture.

Même si tout le monde est exposé à des risques sanitaires d'origine alimentaire, ce sont les pauvres qui sont les plus vulnérables et exposés à de tels risques. Les risques microbiologiques, chimiques et autres inhérents à l'alimentation entraînent une morbidité et une mortalité significatives dans toute la Région, particulièrement chez les nourrissons, les enfants et les personnes âgées. Les maladies d'origine alimentaire peuvent aussi avoir de graves conséquences économiques pour les individus, les familles, les collectivités, les entreprises et les pays. Ces maladies font peser un lourd fardeau sur les systèmes de soins de santé, le commerce et le tourisme, réduisent sensiblement la productivité et menacent les sources de revenus. Nous avons besoin de systèmes assurant la sécurité sanitaire des aliments, avec une stratégie axée sur l'ensemble de la chaîne alimentaire et fondée sur les risques, qui permettent de prévenir, de détecter et de réagir de façon efficace et rentable aux événements en rapport avec la sécurité sanitaire des aliments et aux événements d'origine zoonotique. Le secteur agricole a un rôle capital à jouer pour le suivi et la maîtrise des risques d'origine alimentaire dans la chaîne alimentaire, et pour la collaboration et l'échange d'informations avec le secteur de la santé publique dans le cadre

de la surveillance exercée par ce dernier sur les maladies d'origine alimentaire, afin de garantir que la prévention et la lutte contre ces maladies soient à la fois plus rentables et fondées sur les risques. L'agriculture joue également un rôle de premier plan dans la lutte contre la résistance aux antimicrobiens, puisque l'utilisation d'agents antimicrobiens chez les animaux destinés à l'alimentation peut favoriser l'apparition et la propagation d'une résistance, défi majeur pour l'Europe aux conséquences dévastatrices.

Les politiques agricoles peuvent contribuer à une bonne santé, par exemple en soutenant la production des aliments de base qui nourrissent des populations depuis des générations, dont les fruits et légumes, les céréales complètes, les légumes secs, les noix et les graines, en plus de promouvoir la consommation de poisson, de modestes quantités de viande maigre et de produits laitiers à faible teneur en graisses, et d'assurer la sécurité sanitaire de tous ces aliments essentiels. Cependant, certaines politiques agricoles peuvent également favoriser une mauvaise alimentation et la production d'aliments dont la sécurité sanitaire laisse à désirer, notamment les politiques qui ne remédient pas à l'emploi d'antibiotiques dans l'élevage et au recours à des produits chimiques dangereux dans les pesticides, ni à la spécialisation dans des produits facilement convertibles en aliments transformés riches en graisses saturées, en matières grasses trans, en sel et/ou en sucre libre. Le secteur de la santé doit collaborer plus étroitement avec le secteur de l'agriculture pour résoudre ces problèmes.

Synergie entre secteurs : collaborer pour soutenir les personnes et les populations

Comment les secteurs peuvent-ils travailler ensemble?

Santé 2020 offre une plateforme pour cette action commune entre les secteurs de l'éducation et de la santé. Pour œuvrer ensemble à soutenir la santé des enfants, il est nécessaire que chaque personne impliquée soit déterminée. Les rôles de la famille, des institutions éducatives, du secteur de l'éducation, des instituts de formation médicaux, de soins infirmiers et de santé publique, des populations et de la société civile sont différents et complémentaires.

VOICI QUELQUES-UNS DES DOMAINES CLÉS À ÉTUDIER ENSEMBLE:

- Comment assurer la cohérence entre les politiques agricoles et les objectifs sanitaires?
- Comment mieux acheminer vers les consommateurs, quel que soit leur niveau de revenu et y compris dans les environnements clés tels que les écoles, des fruits et légumes frais, ainsi que des céréales complètes, à des prix plus abordables et avec un meilleur respect de la sécurité sanitaire?
- Comment travailler de manière holistique avec d'autres secteurs/disciplines afin de détecter, de prévenir et de maîtriser les maladies d'origine alimentaire et zoonotique, ainsi que la résistance aux antimicrobiens?

Comment la politique agricole peut-elle changer la santé, notamment la nutrition et la sécurité sanitaire des aliments?

- En contribuant, grâce à une augmentation de la production et à une transformation minimale, à ce qu'un large éventail d'aliments à densité élevée en nutriments (fruits, légumes, légumineuses, céréales complètes, viandes maigres et produits laitiers à faible teneur en graisses) soit disponible à prix abordable
- En diffusant des informations sur les tendances en matière de production, de procédés, de prix des produits alimentaires et de consommation de produits de base par les acteurs de la chaîne d'approvisionnement alimentaire
- En adoptant une approche globale et fondée sur les risques pour envisager l'ensemble de la chaîne alimentaire
- En prévenant les maladies d'origine alimentaire et les zoonoses, ainsi que la résistance aux antimicrobiens
- En veillant à l'hygiène lors de la production, de la transformation et de la distribution des denrées alimentaires





Collaborer pour renforcer la sécurité sanitaire des aliments et la nutrition

LES DIFFICULTÉS

Optimiser le rôle de l'agriculture dans la lutte contre les maladies non transmissibles et les maladies infectieuses

Veiller à la sécurité alimentaire et lutter contre l'insécurité dans ce domaine

Veiller à ce que la protection des consommateurs, le commerce équitable d'aliments, la santé et le bien-être soient des considérations essentielles dans les échanges commerciaux internationaux

Promouvoir l'offre d'aliments frais, sûrs et nutritifs

Renforcer la détection, la prévention et la lutte contre les maladies d'origine alimentaire et zoonotique, ainsi que de la résistance aux antimicrobiens

LES RÉPONSES NÉCESSAIRES

Assurer une meilleure coordination entre les acteurs et les activités de la chaîne d'approvisionnement, notamment au niveau de la production, de la transformation, de la distribution et du marketing des aliments, afin d'augmenter l'offre et la demande d'aliments sûrs et nutritifs.

Réduire l'offre et la demande des principaux déterminants augmentant le risque de maladies non transmissibles, par exemple le tabac, l'alcool et certains produits alimentaires

Collaborer pour rendre les aliments sûrs et nutritifs plus facilement disponibles à un prix plus abordable et pour répondre aux besoins spécifiques des groupes vulnérables

Soutenir les travaux du Codex Alimentarius Assurer une collaboration efficace en matière de commerce et de politique d'investissement

Par la collaboration entre les secteurs de l'agriculture, de la santé et de l'éducation et les municipalités locales, assurer des débouchés pour les produits frais grâce à des politiques d'achat institutionnelles

Améliorer les systèmes de contrôle et de surveillance grâce à l'échange d'informations et à la collaboration entre les secteurs, et veiller à disposer d'informations actualisées sur la chaîne alimentaire et les populations humaines et animales

Comment la santé peut-elle changer la politique agricole, notamment la nutrition et la sécurité sanitaire des aliments?

- En créant des occasions de promouvoir les produits agricoles frais dans le cadre de saines pratiques d'achats publics
- En déterminant avec précision, grâce à des enquêtes sur la diététique, les lacunes nutritionnelles (par exemple faible consommation de fruits et de légumes) et, partant, les possibilités existantes pour la création/le développement de marchés dans le secteur agricole
- En renforçant la surveillance et la lutte contre les maladies d'origine alimentaire afin de prendre, sur la base des risques, des mesures éclairées dans le secteur agricole pour mieux prévenir les principales maladies d'origine alimentaire ou de mieux y réagir

Utiliser Santé 2020 comme plateforme d'action commune : une mission politique et des données scientifiques

SANTÉ 2020

La politique-cadre Santé 2020 a une mission politique. Tous les États membres européens l'ont adoptée, et elle peut être adaptée aux différents contextes et réalités qui composent la Région européenne. Elle décrit les moyens d'améliorer la santé et le bien-être, de les inscrire dans la durée et de les mesurer, grâce à des actions qui instaurent une cohésion sociale, une sécurité, un équilibre entre travail et vie personnelle, un bon état de santé et une bonne éducation. Elle demande au secteur de la santé de tenter de toucher les acteurs nombreux et variés évoluant tant au sein qu'à l'extérieur des instances gouvernementales et fournit une inspiration et des orientations sur la manière de mieux relever les défis sanitaires complexes du XXIème siècle. Cette politique-cadre confirme des valeurs et se fonde sur des données scientifiques, définit des orientations stratégiques et des interventions essentielles. Elle s'inspire des données d'expérience glanées lors de la mise en œuvre des précédentes politiques de la Santé pour tous afin d'orienter à la fois les États membres et le Bureau régional de l'OMS pour l'Europe.

Le cadre politique traite des grands défis sociaux et sanitaires de l'Europe, dont les inégalités, les maladies non transmissibles et les menaces de maladies infectieuses. Santé 2020 a pris corps grâce à un nombre sans précédent d'études et de processus d'examen, et sert de distillat du savoir mondial en matière de santé publique.

Un approvisionnement en aliments à la fois sûrs et nutritifs est essentiel pour garantir la bonne santé. La Déclaration mondiale conjointe de l'OMS et de la FAO sur la nutrition de 1992 stipule que « ...l'accès à des aliments sûrs et appropriés sur le plan nutritionnel est un droit fondamental de l'individu ». Malheureusement, la malnutrition et les maladies d'origine alimentaire, y compris la progression des maladies non transmissibles, constituent un défi important pour la Région européenne.

La recherche a démontré que certains aspects des politiques agricoles ou relatives à la chaîne d'approvisionnement alimentaire peuvent avoir une influence sur le mode d'alimentation et les risques de contracter une maladie non transmissible, par leur impact sur la disponibilité et le prix des aliments, que ceux-ci soient une matière première pour l'industrie alimentaire ou un produit fini proposé aux consommateurs. Ceci peut encourager un effet d'interchangeabilité entre produits très semblables

(qui peuvent être plus ou moins sains les uns que les autres). Ainsi, producteurs et consommateurs pourraient être incités à choisir des options plus saines. Ce potentiel d'interchangeabilité produit le mécanisme par lequel des politiques agricoles ciblées pourraient être employées pour encourager le passage à un mode d'alimentation sain.

En 2013, rien que dans l'Union européenne (UE)/l'Espace économique européen, plus de 310 000 cas de maladies dues à des bactéries dans les aliments ont été notifiés ; 322 d'entre eux ont eu une issue fatale. Cela ne représente que la partie émergée de l'iceberg, car la plupart des cas de maladies d'origine alimentaire ne sont pas signalés en raison des capacités limitées des systèmes de surveillance. Les bases factuelles tirées à la fois de la recherche et de la pratique démontrent qu'en luttant contre les maladies d'origine alimentaire et zoonotique en début de chaîne alimentaire, on peut avoir un impact significatif sur l'apparition de ces maladies au sein de la population humaine. En 2010, la FAO, l'Organisation mondiale de la santé animale et l'OMS se sont accordées sur un concept visant à assumer conjointement les responsabilités relatives à la gestion des risques pour la santé aux interfaces entre les animaux, les êtres humains et les écosystèmes, et à coordonner les activités mondiales dans ce domaine. En matière de résistance aux antimicrobiens, il a été démontré que la collaboration entre secteurs, dont ceux de la santé et de l'agriculture, a été fructueuse. Par exemple, une interdiction de l'utilisation des antibiotiques comme accélérateurs de croissance dans les aliments pour animaux est entrée en vigueur pour toute l'UE le 1er janvier 2006, en raison de risques pour la santé publique. Des évaluations et mesures intersectorielles de ce type devraient être maintenues et renforcées dans le cadre d'une collaboration future.

Santé 2020 envisage l'agriculture comme co-productrice de santé ; comme un domaine stratégique où l'on détient des produits consommables qui sont des déterminants essentiels de la santé ; comme l'employeur d'une main d'œuvre trop souvent vulnérable et exposée à des risques ; comme un secteur exerçant une influence clé sur l'environnement immédiat et global ; et comme un partenaire en quête d'un investissement en faveur de politiques gouvernementales cohérentes dans leurs objectifs stratégiques.

Limiter les inégalités en santé

Pour limiter les inégalités en santé, les éléments suivants sont un bon point de départ :

TOUT AU LONG DE LA VIE

- Protection sociale pour les femmes, les futures mères et les jeunes familles
- Éducation et système de soins dès le plus jeune âge, abordables économiquement, de qualité et universels
- Éradication des emplois dangereux et accès à des emplois de qualité
- Action intersectorielle cohérente et efficace pour s'attaquer aux inégalités dont sont victimes les personnes âgées

LA SOCIÉTÉ DANS SON ENSEMBLE

- Meilleure protection sociale, en fonction des besoins
- Création conjointe et partenariat avec les personnes ciblées, la société civile et des partenaires citoyens
- Action de réduction de l'exclusion
- Égalité des sexes

DANS UN CONTEXTE ÉLARGI

- Allègements fiscaux et transferts sociaux pour promouvoir l'équité
- Planification à long terme, grâce à des liens avec les autres politiques

SYSTÈMES

- Cohérence accrue entre les secteurs
- Interventions globales
- Établissement régulier de rapports et examen public

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ | BUREAU RÉGIONAL DE L'EUROPE

UN City, Marmorvej 51, DK-2100 Copenhague Ø, Danemark

Téléphone: +45 45 33 70 00 Fax: +45 45 33 70 01 E-mail: contact@euro.who.int

Web site: www.euro.who.int

